ASSEMBLÉE NATIONALE

31 mai 2021

VISANT À RÉDUIRE L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DU NUMÉRIQUE EN
FRANCE - (N° 4196)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 23

présenté par

Mme Forteza, Mme Bagarry, Mme Batho, Mme Cariou, M. Chiche, Mme Gaillot, M. Orphelin et
M. Villani

ARTICLE 14 BIS

Rédiger ainsi cet article :

« La section 8 du chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} du code de la consommation est complétée par un article L. 121-19-1 ainsi rédigé :

« *Art L. 121-19-1.* – Est interdite toute offre promotionnelle d'abonnement téléphonique ou de réengagement proposant un terminal gratuit ou subventionné. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les abonnements qui s'accompagnent d'une proposition de smartphone neuf à un prix extrêmement attractif (grâce au subventionnement permis par le forfait) contribuent à un renouvellement accéléré des téléphones portables. Bien que la tendance soit à la baisse, d'après l'ARCEP, ces offres représentaient encore en 2019 plus de 20 % des souscriptions.

Or, limiter le renouvellement des terminaux est un enjeu crucial pour réduire l'empreinte carbone totale du numérique, 80 % des impacts étant associés à la phase de production.

Cet amendement, travaillé avec Commown et Les Amis de la Terre, propose ainsi d'interdire les offres d'abonnement téléphonique incluant un smartphone dont le prix d'achat est subventionné. Il traduit en outre une demande de la Convention citoyenne pour le climat.